

«Notre Jeûne fédéral »

Rapport d'activités 2004

Introduction

En 2004, le comité de **Notre Jeûne fédéral** a opté pour un nouveau logo pour son action ainsi que pour une phrase clé «Donner le jour au partage» qui permet au public de reconnaître l'action, d'année en année, et de donner un accent particulier à cette journée en valorisant la notion de partage avec les plus démunis au Sud.

Après avoir entériné le principe de cycles triennaux depuis 1998, le comité de **Notre Jeûne fédéral** a décidé de consacrer une année aux **enfants** et aux **jeunes**, car ils sont très nombreux à vivre dans des situations de pauvreté extrême.

Les problèmes rencontrés sont divers selon les régions, mais le manque d'accès à la formation et aux soins pour ces jeunes et ces enfants issus de milieux défavorisés sont des problèmes universels.

L'année 2004 a permis de mettre en lumière quelques-unes de ces situations dans des pays aussi divers que les Philippines, le Kirghizistan, la Colombie et le Brésil ou la Tanzanie. Nos quatre organisations soutiennent dans ces pays des projets visant à répondre au mieux aux besoins de ces jeunes et de ces enfants et, surtout, de leur donner les moyens de développer des capacités qui leur permettront, par la suite, d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit là de briser le cycle infernal de la pauvreté.

Les quatre organisations de développement Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid garantissent que les dons et subventions sont utilisés avec professionnalisme, efficacité et transparence. Elles remercient chaleureusement les différents partenaires de leur engagement et de leur générosité : comités cantonaux, communes et cantons, paroisses et donateurs privés. Elles adressent en outre un remerciement tout particulier aux autorités du canton de Neuchâtel qui appuient l'action **Notre Jeûne fédéral** par une subvention importante.

Action de Carême – Philippines

Les enfants agtas : une minorité exclue de l'école

Partenaires et objectifs

Les Agtas sont l'une des minorités autochtones des Philippines les plus importantes. Ces dernières années, ils ont souvent essayé d'étudier dans les écoles publiques. Mais leur peau de couleur plus foncée fait constamment l'objet de moqueries, de discrimination, que ce soit de la part des élèves ou des enseignants.

Avec pour objectifs :

- Permettre à 160 enfants de terminer le premier cycle de trois ans dans deux écoles villageoises.
- Préparer 40 enfants à l'internat pour entrer au collège.
- Intégrer plus de 500 enfants agtas à l'école d'ici à 2005.
- Préserver la culture de la minorité ethnique des Agtas (lecture, écriture).

Activités et résultats

- *Les écoles destinées aux Agtas*

Le projet avait pour objectif de pallier les difficultés des Agtas à fréquenter l'école à travers la mise sur pied de structures scolaires.

Dans les écoles de Maktang, Yokyok et Catablingan, 149 enfants et jeunes ont été formés entre juin 2004 et juillet 2005. Ces jeunes ont donc achevé leur formation. En juillet 2004, le nombre d'enfants est même monté jusqu'à 183. Malheureusement, l'école de Maktang a rencontré de sérieuses difficultés : la direction a été peu performante et les conflits ont débouché sur la fermeture de l'école, ce qui a limité le nombre d'enfants à 149. Parmi les 40 enfants de l'internat, 20 ont intégré le Collège Mont-Carmel. Les 20 autres n'ont pas trouvé le moyen d'assumer cette formation financièrement, et il y a aussi d'énormes réticences à fréquenter un établissement scolaire qui n'est pas destiné aux Agtas, la discrimination étant considérable.

Enfin, plus de 300 enfants qui n'avaient jamais reçu d'enseignement ont pu commencer l'école pendant cette période.

Nous devons néanmoins indiquer que certains enfants ont eu de la peine à fréquenter l'école régulièrement, étant parfois très sollicités à la maison pour que les parents puissent s'en sortir.

- *Les enseignants formés*

Les enseignants ont eux aussi été formés et se sont particulièrement investis dans le partage d'expérience : de nombreuses rencontres et sessions de formation ont été mises sur pied. La formation continue pour le corps enseignant représente en effet une part importante du projet : l'enseignement dans les écoles des Agtas représente en effet bien plus que les matières basiques (lire, écrire, compter...), mais aussi l'approfondissement de leurs propres culture et spiritualité. Les élèves ont aussi été formés dans les domaines de l'agriculture durable, l'élevage, la pêche. Il s'agissait en effet de leur donner une formation la plus complète possible.

- *La fin de l'année marquée par un typhon*

Au mois de décembre 2004, un typhon a ravagé la province de Quezon aux Philippines. L'internat de ce projet ainsi que trois écoles villageoises ont aussi été lourdement touchées. Le typhon a été particulièrement destructeur à cause de la déforestation illégale massive qui prévaut aux Philippines, y compris sur le territoire des Agtas. Il y a eu des centaines de glissements de terrains, d'inondations. Les troncs d'arbres tombés ont dévasté la vallée détruisant sur leur passage maisons, champs et tuant les animaux. Certaines personnes ont été également mortes. L'accès difficile aux villages des Agtas situés dans des régions montagneuses a rendu l'acheminement des secours difficile, mais la population a montré de fortes capacités de mobilisation et d'organisation.

Lors de sa visite en mars 2005, la chargée de programme a été impressionnée par la forte personnalité des jeunes Agtas. Dans leurs écoles, ils apprennent à vivre en harmonie avec l'environnement et savent que leur peuple ne peut survivre que s'ils prennent soin de la nature. A travers leurs connaissances et leur comportement conséquent, ils représentent des impulsions importantes pour leurs villages. Ils sont porteurs d'espoir pour les générations à venir et des jeunes ayant achevé leur scolarité sont déjà des leaders et des coordinateurs au sein de leur village.

Les aspects financiers

La somme de 147 490 francs allouée à l'Action de Carême par **Notre Jeûne fédéral** a permis la réalisation du projet, et le budget prévu a été respecté.

Les comptes sont vérifiés par une instance extérieure à l'Action de Carême et sont à disposition au secrétariat. Ils peuvent être consultés sur demande.

Action de Carême,
Valérie Lange, Helena Jeppesen, novembre 2005

Helvetas – Kirghizistan

Projet de formation professionnelle en agriculture

Dans les régions montagneuses reculées du Kirghizistan, la majorité de la population dépend presque entièrement de ses revenus agricoles. La pauvreté est extrême et les jeunes n'ont pas d'avenir. Souvent, ils sont condamnés à l'exil dans des villes qui n'ont pas les moyens de les accueillir, de leur offrir des revenus, et ils se retrouvent livrés à eux-mêmes. Pourtant, les ressources naturelles du pays suffiraient à leur assurer un avenir. Mais l'économie de marché demande des compétences nouvelles à un monde paysan qui, il y a peu, pratiquait encore une agriculture planifiée, puisque le Kirghizistan a appartenu à l'Union soviétique jusqu'en 1991. Il est donc essentiel aujourd'hui de proposer aux jeunes une formation agricole professionnelle adaptée à cette nouvelle situation, comprenant des éléments de gestion d'entreprise et de production agricole orientée sur le marché, ce que propose le projet AVEP (Agricultural Vocational Education Project) d'Helvetas, à Naryn oblast au Kirghizistan.

Partenaires et objectifs

Le projet AVEP est réalisé par Helvetas en partenariat avec le Gouvernement kirghize, qui utilise les expériences du projet dans le cadre de la réforme de son système national d'éducation professionnelle.

Le projet AVEP travaille en effet sur une base participative totalement nouvelle pour un pays comme le Kirghizistan, qui implique à la fois les élèves et leurs parents, les écoles professionnelles, les paysans en activité, les enseignants ainsi que les autorités locales et nationales.

Avec pour objectifs :

- Proposer aux jeunes une formation agricole orientée sur le marché.
- Améliorer les revenus agricoles, et donc les conditions de vie de la population rurale, grâce et une meilleure productivité et une meilleure commercialisation de la production agricole.
- Freiner l'exode rural, qui concerne particulièrement les jeunes.
- Améliorer les prestations des écoles professionnelles et du système national d'éducation professionnelle.

Activités et résultats

Le projet a été lancé en 2001 avec 100 jeunes étudiantes et étudiants dans deux écoles, et a été étendu depuis à sept écoles de Naryn oblast. Les premiers étudiants ont pu terminer leur formation en 2004, après trois années d'études comprenant des applications pratiques dans des exploitations agricoles.

Les principales innovations amenées par le projet AVEP par rapport aux formations proposées habituellement au Kirghizistan sont les suivantes :

- Les cours sont orientés sur les conditions de vie réelles des bénéficiaires.
- Les cours sont orientés sur la pratique.
- Des exploitations agricoles participent activement à la formation.
- Les cours sont orientés sur le marché pour la commercialisation de la production agricole.

De plus, les étudiants doivent réaliser en petits groupes un projet de production et de commercialisation de produits agricoles durant les deuxième et troisième semestres de leur formation. Ils bénéficient d'un microcrédit pour réaliser leur idée de projet. Et 242 micro-crédits (d'environ 200 francs) ont été octroyés jusqu'ici.

Depuis l'été 2003, les étudiants suivent aussi un stage dans une exploitation agricole durant les quatrième et cinquième semestres de leur formation, pour pouvoir mettre en pratique et approfondir les connaissances théoriques et pratiques acquises durant les trois premiers semestres, et 155 exploitations agricoles accueillant actuellement 270 étudiants participent aujourd'hui activement au projet AVEP.

Enfin, durant le dernier semestre, les étudiants sont formés en gestion d'entreprise, avec des outils de planification, organisationnels et de marketing.

Aujourd'hui, un total de 259 étudiants ont obtenu leur diplôme, alors que 850 jeunes Kirghizes suivent la formation proposée par AVEP et que la demande est de plus en plus forte.

Une extension du projet AVEP à d'autres régions du Kirghizistan ainsi que l'intégration de nouveaux métiers liés à l'agriculture sont prévus dans la formation, mais les moyens financiers nécessaires ne sont malheureusement pas disponibles pour l'instant.

Aspects financiers

La somme de 147 490 francs allouée par **Notre Jeûne fédéral** a participé au financement du projet AVEP d'Helvetas au Kirghizistan. Les dépenses globales d'Helvetas en 2004 pour ce projet se sont élevées à 442 093 francs.

Les comptes vérifiés sont à disposition au Secrétariat romand d'Helvetas et peuvent être consultés sur demande.

Secrétariat romand d'Helvetas,
Patrick Schmitt, novembre 2005

Pain pour le prochain – Colombie et Brésil

Formation et protection d'enfants et de jeunes

Colombie

Depuis plus de quarante ans, la Colombie est ravagée par un conflit armé interne. La population civile est la principale victime des opérations armées qui se traduisent par de graves violations des droits de l'homme : massacres, assassinats, exécutions extrajudiciaires, enlèvements et disparitions forcées sont monnaie courante. En 2004, Amnesty International constate une aggravation de la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés en Colombie considère que la situation humanitaire est dramatique. Huit cents personnes sont déplacées chaque jour. Ce pays compte plus de 3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières, et 1 300 000 sont des enfants entre 5 et 14 ans, dont 900 000 n'ont pas accès à l'école et vivent dans une situation d'extrême vulnérabilité.

Les partenaires locaux se sont pleinement engagés pour améliorer les conditions de vie des enfants et adolescents dans les régions d'action du programme et ont encouragé la mise en réseau d'organisations de la société civile revendiquant les droits d'enfants et de jeunes auprès du gouvernement.

Partenaires et objectifs

Les partenaires du programme d'appui aux déplacés internes et réfugiés en Colombie sont des organisations de base (organisations de femmes, de jeunes, associations de déplacés internes) ainsi que des organisations de droits de l'homme et agences d'Eglises.

Avec pour objectifs :

- Protéger des enfants et des jeunes particulièrement affectés par la guerre et la violence et leur offrir une formation et un appui psychosocial.
- Créer de nouveaux espaces pour reconstruire un réseau social détruit par la guerre et les déplacements forcés.

Activités et résultats

Les objectifs mentionnés ci-dessus ont pu être atteints dans la majorité des cas. A Quibdo, capitale de la région Bajo Atrato au Chocó, on constate l'augmentation de groupes criminels de jeunes et d'enfants (*bandillas*) et une baisse de l'âge des enfants qui y participent (beaucoup ont 7 et 8 ans). Le travail des partenaires est d'autant plus important. En 2004, 320 enfants et adolescents ont bénéficié d'un enseignement adapté à leur situation (cours accélérés de rattrapage pour les enfants venant de milieux ruraux). Et 86 % d'entre eux ont réussi les examens de fin d'année, 6 % se sont désistés durant l'année. L'état de santé des enfants s'est considérablement amélioré grâce à la distribution d'un repas par jour; 328 enfants et jeunes ont été accompagnés dans six communautés rurales et ont suivi des cours d'alphabétisation, théâtre, danse, musique et droits humains. La promotion d'activités culturelles a été réalisée dans un but thérapeutique (enfants traumatisés par les effets de la guerre), social (créer des lieux de rencontre) et préventif (éviter que les enfants et jeunes ne rejoignent des groupes violents). Vu la précarité de la situation alimentaire, les élèves de l'école secondaire ont suivi des cours d'agriculture et ont aménagé des petits jardins près de l'école. Et ont reproduit l'activité dans leur famille.

Dans ses 14 centres, l'OFP (Organización Femenina Popular) a accueilli des centaines de personnes, offrant des services de santé (600 personnes ont été soignées par mois à des tarifs très bas), d'assistance psychosociale, une formation adaptée pour les femmes (formation professionnelle et formation en gestion de projets productifs), formation et activités culturelles avec les enfants et les jeunes. Les familles ont eu accès à une alimentation saine et bon marché dans les restaurants communautaires gérés par les femmes de l'OFP. L'effet positif sur l'amélioration de l'état de santé des enfants était visible après quelques mois déjà. Quinze jeunes ont coordonné les activités pédagogiques et ludiques pour 400 enfants et jeunes. En 2004, l'OFP a organisé plusieurs séminaires dans les collèges publics regroupant quelque 2000 jeunes. Thème traité : recherche de la paix par des activités non violentes en alternative à la violence chronique et à la guerre.

A Altos de Cazuca, un bidonville au sud de Bogotá réunissant un grand nombre de déplacés internes et particulièrement touchés par la violence, la Fondation Mencoldes a accompagné 135 enfants de 4 à 12 ans et adolescents de 12 à 16 ans ainsi qu'un groupe de 60 femmes. En 2004, le groupement féminin a fondé sa propre association Mujeres creadoras de sueños et marque ainsi son autonomie. Organisées en sous-groupes, les femmes réalisent plusieurs projets productifs, tels que gestion d'une cantine et d'une cuisine communautaire, production de pâtisserie, confection d'habits de sport pour enfants. Des activités ludiques et pédagogiques permettent aux enfants de mieux s'orienter dans leur nouveau milieu. En 2004, l'équipe de Mencoldes a mis un accent particulier sur les thèmes de la violence intrafamiliale et de l'abus sur les enfants. Plusieurs séminaires ont été organisés pour parents, instituteurs et institutrices, enfants et adolescents dans le but de prévenir les situations de violence dans les familles et de résoudre un conflit de manière non violente. Les enfants et adolescents ont pris connaissance de différentes formes d'abus et des chemins à suivre pour les dénoncer. Les adolescents ont, pour leur part, monté une pièce de théâtre sur la problématique de l'eau qui affecte de manière dramatique les familles.

L'organisation pour déplacés afro-colombiens Afrodes (37 % de tous les déplacés internes sont afro-colombiens), dont PPP soutient les activités d'appui pour les enfants et les adolescents, a accompagné 120 enfants et jeunes. Gardant toujours le souhait de retourner sur leur terre d'origine, les responsables dispensent aux enfants une éducation basée sur la culture afro-colombienne qui renforce l'estime de soi et diminue le sentiment de déracinement dans un milieu aussi hostile et misérable que celui des bidonvilles du sud de Bogotá. Des groupes de danse, de musique et de football ont été formés au cours de l'année. Dans le but de favoriser l'intégration dans les quartiers où les habitants ont beaucoup de préjugés envers les «Noirs», Afrodes a organisé quatre festivals culturels et gastronomiques. Elle a aussi formé 30 leaders, femmes et jeunes, afin qu'ils assument des fonctions de responsables dans la communauté et soient bien préparés pour mener le dialogue avec les instances de l'Etat au sujet des droits civiques, économiques, sociaux et culturels des déplacés internes. Une banque de données a été élaborée pour les familles avec des adresses utiles pour leur intégration (services de santé, conseil juridique).

L'organisation des jeunes travailleurs colombiens (JTC) a considérablement avancé dans le travail d'organisation des jeunes à Bogotá en intégrant les jeunes déplacés. Elle vise la création d'un mouvement national des jeunes qui ait suffisamment de poids pour faire pression sur l'Etat afin qu'il assume sa responsabilité concernant les droits de l'enfance et des jeunes (santé, formation, éducation, protection, création d'emploi pour les jeunes). A travers les activités de formation et artistiques, la JTC a amélioré le niveau d'organisation et de gestion des groupes de jeunes dans les quartiers. Le théâtre a servi de moyen d'expression aux enfants et jeunes déplacés pour attirer l'attention sur leur situation d'exclus, leurs sentiments, leur besoins, leurs rêves et leurs propositions pour une vie digne.

Brésil

Partenaires et objectifs

Le CTC (Centre de travail et de culture) est une institution de formation professionnelle née du mouvement catholique de jeunes travailleurs. Vingt-quatre professeurs, dont sept femmes et six anciens élèves (travaillant en tant que volontaires), accompagnent 250 adolescents et jeunes adultes d'un milieu défavorisé dans leur processus de formation en électricité, électronique, maçonnerie, mécanique, froid industriel, informatique, secrétariat ou arts graphiques.

Activités et résultats

En 2004, 252 adolescents et jeunes adultes ont été formés par le CTC dans les différents secteurs mentionnés ci-dessus. En plus, le CTC a initié un projet pilote, en collaboration avec la préfecture de Recife, qui consiste à rénover des façades d'anciens bâtiments et monuments historiques. Septante jeunes, vivant tous dans des favelas, ont été formés et ont participé à la rénovation de plus de 20 bâtiments. Pendant les deux premiers mois de l'année, les élèves ont perfectionné leurs connaissances en mathématiques et portugais. Et 48 jeunes femmes ont accompli une formation de secrétaire et comptable et ont accès à une meilleure place de travail dans un hôtel, un hôpital ou dans l'industrie privée. Tenant compte de l'importance croissante de l'informatique dans le monde du travail, un cours d'informatique a été mis sur pied pour tous les élèves intéressés. Dans le but de créer des contacts avec les entreprises et de diminuer les coûts de fonctionnement du CTC, un groupe de production, composé d'élèves et de professeurs, a réalisé des travaux de réparation, d'installation et de production.

Aspects financiers

La somme de 147 490 francs allouée par **Notre Jeûne fédéral** a permis à Pain pour le prochain de cofinancer le projet CTC pour un montant de 30 000 francs, alors que le solde a été versé au programme Colombie PPP/EPER.

Le projet CTC au Brésil et le programme Colombie sont cofinancés par la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Les comptes dûment vérifiés peuvent être consultés sur demande.

Pain pour le prochain
Anne-Lise Jaccaud Napi, novembre 2005

Swissaid

2004 – Tanzanie

Enfants victimes du sida

2003 – Niger

Promotion des groupements ruraux

En 2004, le Comité romand a eu la grande gentillesse de bien vouloir accepter de reporter les 148 124 francs attribués initialement au projet Mouléla, une communauté nigérienne qui se prend en main (NI 2/01/04) – qui a dû être arrêté en raison notamment de difficultés rencontrées avec sa mise en œuvre et parce que le comité villageois n'avait pas la capacité d'en assurer l'exécution – sur le projet Promotion des groupements ruraux APGR (NI 2/04/01). Ce rapport 2004 contiendra donc deux volets, celui de 2003 et celui de 2004, mais plus succincts.

2004 – Tanzanie

Enfants victimes du sida

Il n'est nul besoin de rappeler que, dans de nombreux pays en développement, le sida est non seulement un des plus graves problèmes de santé publique mais aussi un problème social. En Tanzanie, ils sont 2 millions à être infectés par le syndrome immunodéficientaire acquis, lequel tue en outre plus de 200 enfants, chaque jour, ont révélé les autorités sanitaires qui soulignent encore que l'espérance de vie d'un Tanzanien est passée de 52 à 47 ans. Et 1 million d'orphelins du sida ont été recensés dans le pays, ce qui signifie qu'un enfant sur quinze âgé de moins de 15 ans est sans père ni mère. Dans le district de Kagera, où Swissaid appuie des projets, entre un tiers et un cinquième des enfants ont perdu un ou deux de leurs parents, entraînant pour lui de graves problèmes psychologiques et sociaux. Ceux qui auront vu le film de Hubert Sauper *Le cauchemar de Darwin* ont pu se rendre compte de visu de la déchéance de ces enfants laissés à l'abandon dans la rue, livrés à eux-mêmes et à des prédateurs.

Partenaires et objectifs

Mais Swissaid n'abandonne pas les enfants à eux-mêmes et, grâce aux quatre organisations faitières avec lesquelles elle collabore depuis 1995, elle a décidé de renforcer et de systématiser ce programme mis sur pied depuis maintenant deux lustres, avec les objectifs suivants :

- Assurer le quotidien des enfants dans une structure d'accueil.
- Assurer l'avenir des orphelins de parents morts du sida.
- Améliorer la santé des villageois.
- Sensibiliser la population sur les dangers de la maladie.
- Structurer le programme quinquennal.

Activités et résultats

Dans le cadre du plan 2004 visant à évaluer la grandeur de la campagne contre le VIH/sida, diverses activités ont été mises sur pied.

- Deux cent quarante-quatre personnes vivant avec le virus ont reçu un soutien médical à domicile, décidé conjointement avec le département de la santé du district.

- Cent vingt-sept orphelins supplémentaires ont pu suivre les cours de l'école primaire. Au nombre de 249 depuis 2003.
- Plus de 2400 préservatifs ont été distribués.
- Un album de musique dispensant des conseils pour éviter la propagation de la maladie a été enregistré, et 657 cassettes ont été vendues aux membres de la communauté. Ainsi, quelque 31 000 personnes parmi les quatre organisations de jeunesse de Muleba ont été touchées par cette information, cette année.
- Trois rencontres réunissant 704 veuves ont eu lieu à Biiirabo, accompagnées par les membres de l'organisation faïtière, ont permis de discuter de façon nourrie de leur avenir et de l'utilisation de nouvelles thérapies, comme la Nevirapine, afin de prévenir la transmission du virus de la mère au nourrisson, la Seprine, visant à réduire les infections inopinées, les traitement antirétroviraux et des plantes indigènes.
- La collaboration entre les responsables du programme et ceux touchés par le VIH/sida a été renforcée par l'identification des zones de travail délimitées antérieurement.
- La collaboration avec le gouvernement du district s'est encore intensifiée, lequel met à disposition des médicaments aux personnes vivant avec le virus, des préservatifs, et des centres de dépistage. Comme reconnaissance du travail accompli, le coordinateur de la campagne VIH/sida a été élu en tant que membre du comité exécutif des ONG.
- Un centre de dépistage du sida et de conseils a été ouvert.
- Deux cent une personnes vivant avec le virus ont suivi des cours sur les droits humains et la manière d'écrire leurs dernières volontés afin de préserver leur descendance
- Douze partenaires supplémentaires ont été formés pour le suivi médical à domicile.
- Cent trente-deux personnes vivant avec le virus ont reçu des fonds pour mettre sur pied des microprojets générateurs de revenus.
- Les données sur le VIH/sida ont été rassemblées et analysées durant des rencontres afin d'éviter la propagation de la maladie.

Aspects financiers

La somme de 147 490 francs allouée par **Notre Jeune fédéral** a permis de financer les projets Muleba VII, Bukoba VI et les orphelins de Kagera III. Les dépenses globales de Swissaid en 2004 pour ces trois projets se sont élevées à 281 900 francs.

2003 – Niger

Promotion des groupements ruraux

Selon le rapport du PNUD 2004 sur le développement humain, le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde (176^e sur 177). Depuis des décennies, les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont pas été capables de renverser cette tendance, malgré les multiples discours et promesses électorales. Néanmoins, un document de stratégie globale de réduction de la pauvreté a été élaboré et adopté en janvier 2002, suivi en novembre 2003 d'un autre qui concerne spécifiquement le développement rural. A cet effet, une stratégie pour le développement rural a été mise sur pied. Qui se fixe comme objectif général de réduire l'incidence de la pauvreté rurale de 66 % à 52 % à l'horizon de 2015, en créant les conditions d'un développement économique et social durable garantissant la sécurité alimentaire des populations et une gestion durable des ressources naturelles*.

*Source : République du Niger, Stratégie de développement rural, «Le secteur rural, principal moteur de la croissance économique», novembre 2003.

Partenaires et objectifs

Situé dans la partie sud-ouest de la région de Dosso et à l'extrême sud du Niger, le département de Gaya compte six cantons et une population de 247 125 âmes. L'ONG Association pour la promotion des groupements ruraux (APGR) se focalise, pour ce projet spécifique, sur la commune de Gaya et la zone de Malgorou, avec comme cibles des groupements féminins par principe mais qui ont, certains, une ouverture à l'adhésion des hommes (dits mixtes).

Avec pour objectifs

- Soutenir l'émergence de nouveaux groupements ruraux des femmes de la région.
- Appuyer les initiatives de développement des groupements féminins.
- Contribuer au développement social du village de Makani – initiatives des femmes locales.
- Renforcer les capacités d'interventions d'APGR.

Activités et résultats

- *Soutenir l'émergence de nouveaux groupements ruraux des femmes de la région*

Dix nouveaux groupements féminins et mixtes, formés de la population des villages de la région de Gaya, organisés en structures de production et de commercialisation de produits agricoles, ont été soutenus et formés dans le cadre de la vie associative. Trois autres groupements ont été formés à leur demande (recyclage) pour répondre aux sollicitations de leurs nouveaux membres.

Des formations en gestion de fonds de crédit ont été mises sur pied – cours de base ou de recyclage.

- *Appuyer les initiatives de développement des groupements féminins*

Neuf groupements ont été équipés en unités de culture attelée avec 11 charrettes et 22 bœufs de trait, équipement qui contribue à accroître la production agricole par le transport de fumier sur les sites de récupération des sols dégradés. Ces charrettes assurent également le transport des personnes et des marchandises.

Des fonds de crédit ont été attribués à huit nouveaux groupements ruraux, destinés à financer des opérations d'embouche – achat de bœufs, moutons et brebis – et le petit commerce – les femmes achètent des stocks de céréales après les récoltes et les revendent en période de soudure. Par ces activités, les femmes rurales arrivent à économiser, et ces sommes sont alors placées en épargne (investissements) ou utilisées directement pour les besoins immédiats de leur famille.

La construction du magasin du groupement Wafakey de Gaya a été terminée en avril, à l'instar de l'extension du magasin de Makani, mais à l'intérieur d'une grande cour clôturée. La clôture garantissant la sécurité des stocks de produits vivriers des femmes.

Le groupement des femmes de Kawara N'Gohé a bénéficié de fonds. Des bacs de séchage solaire pour la décantation du sel avaient été prévus, mais, au moment de leur mise en place, les femmes ont préféré utiliser du feu de bois comme énergie, pour que cette phase du travail soit plus rapide. Le fait que le bois coûte cher à l'achat et à l'environnement n'a pu les faire changer d'avis, d'autant que ce village est environné de forêts. Néanmoins, le projet compte les sensibiliser à la lutte contre la désertification.

- *Capacités d'intervention d'APGR*

Elles ont été renforcées par l'acquisition de deux motos qui permettent aux agents de l'association de se déplacer de façon autonome pour le suivi et l'encadrement des groupements féminins, malgré le fait que l'ONG dispose déjà d'un véhicule d'occasion, mais qui est souvent en panne.

Vu le nombre important de nouveaux groupements qui se manifestent régulièrement auprès d'APGR, les réalisations importantes des phases précédentes et celle présente ont un impact social important. Les femmes sont désormais convaincues qu'elles peuvent entreprendre et réussir des actions de développement communautaire, seules et ou avec les hommes. Un nouveau courant d'idées souffle sur la zone de Gaya et au-delà pour que la femme devienne un acteur social de développement reconnu et respecté.

Aspects financiers

La somme de 148 124 francs allouée par **Notre Jeûne fédéral** en 2003 a donc été reportée sur ce programme villageois de développement social – Gaya III devisé à 200 000 francs.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) cofinance les programmes de Swissaid en Tanzanie et au Niger.

Les comptes dûment vérifiés par la Fiduciaire BDO Visura peuvent être consultés sur demande.

Swissaid
Christiane Droz, novembre 2005